

BALOGÉ Martin  
Doctorant en Science Politique CRPS-CESSP  
Université Paris 1 Panthéon Sorbonne  
mbaloge@gmail.com

## **Clivages et (non) mobilisation partisane sur la question de l'Europe. Comment l'UMP et la CDU appréhendent ce sujet ?**

### Résumé :

L'UMP et la CDU sont sûrement les deux principaux partis de droite en Europe. Ouvertement pro-européens, membres du PPE et acteurs majeurs des processus de décisions politiques au sein de l'UE, les deux institutions ne peuvent pas être considérées comme des opposants à l'Europe. Cette communication entend néanmoins proposer une double analyse qui recoupe sur certains points la question des résistances à l'Europe. Premièrement, il s'agit de montrer comment, en dépit de cette façade officielle pro-européenne, l'UMP et la CDU sont le terrain d'expression de clivages et de tensions qui sont appréhendées et gérées de manières différentes dans les deux cas. Deuxièmement, cette étude entend analyser dans quelle mesure l'absence de mobilisation partisane, principalement à l'échelon local à la CDU et au niveau local et national à l'UMP, participe au développement d'un sentiment d'indifférence à l'égard des questions européennes, parmi les militants des deux partis. S'appuyant sur des entretiens et des observations menés en France et en Allemagne, cette communication repose également sur l'utilisation de matériaux produits par les deux partis (programmes, agendas, rapports, tracts, etc.).

L'UMP et la CDU ne sont pas des opposants à l'Europe mais certaines attitudes au sein des deux organisations témoignent de sentiments de méfiance, d'indifférence, voire de contestation à l'égard de l'Union Européenne. Si les deux partis ont historiquement participé à la construction européenne<sup>1</sup> et se définissent ouvertement comme « pro-européens » (en étant membre du PPE par exemple), un examen plus approfondi des deux institutions révèle des tensions, à différents niveaux des organisations, sur les questions européennes. Des clivages ont ainsi pu se manifester autour de cette thématique à l'UMP, puisque des courants souverainistes se sont développés jusqu'au point de quitter le parti. C'est le cas de Nicolas Dupont-Aignan et de son parti « Debout la République ». Nous y reviendrons. En 1992, de violentes tensions éclatent au sein du RPR entre les partisans du Traité de Maastricht et un groupe d'opposants mené par Charles Pasqua et Philippe Séguin. En 2005, lors du traité établissant une constitution pour l'Europe, certaines voix s'élèvent pour critiquer le texte proposé. Christine Boutin déclare par exemple qu'elle n'a eu « *de cesse de demander que la mention des références judéo-chrétiennes de l'Europe soit explicite dans le préambule de la Constitution européenne* » et estime que le traité « *ouvre la porte aux revendications en matière de mariage et d'adoption de la part des personnes homosexuelles, avec toutes les conséquences que cela induit en matière de cohésion sociale et de construction de l'identité des personnes* »<sup>2</sup>. Ces critiques n'ont cependant qu'un écho limité au sein et en dehors du parti. Mais ces exemples nous montrent que l'UMP n'est pas une institution homogène systématiquement pro-européenne, pas plus que ne l'est la CDU qui doit gérer la CSU, son allié bavarois dont les positions eurosceptiques se sont accentuées ces derniers mois. Plus encore, en partant du principe que les deux partis sont pro-européens, il nous semble intéressant d'analyser de quelle manière ce rapport à l'Europe s'exprime parmi les militants et comment les deux partis mobilisent ou non leurs membres sur les questions européennes. Si l'absence de mobilisation n'est pas forcément une forme d'opposition nous verrons qu'elle peut être une forme d'indifférence à l'égard des questions européennes.

Etudier les modalités d'appréhension des questions européennes peut donc se faire à plusieurs niveaux. Du point de vue organisationnel, les agendas, dossiers, colloques, conventions ou encore les débats organisés sont des indicateurs du degré d'investissement des deux partis dans les questions européennes. En adoptant une approche par le bas<sup>3</sup>, l'analyse des rapports à l'Europe des militants<sup>4</sup> permet de saisir comment l'institution parvient (ou non) à faire exister

---

<sup>1</sup> Sur les partis politiques, les systèmes partisans et l'histoire de l'UE voir : Wolfgang Wessels, *Das politische System der Europäischen Union*, VS Verlag für Sozialwissenschaften, Wiesbaden, 2008, 560 pages.

<sup>2</sup> Ces propos, publiés dans une tribune du Figaro, sont disponibles sur le site internet suivant : [http://lesalonbeige.blogs.com/referendum/2005/05/christine\\_bouti.html](http://lesalonbeige.blogs.com/referendum/2005/05/christine_bouti.html)

<sup>3</sup> Pour une explication de cette approche voir : Jean Louis Briquet, Frédéric Sawicki, « L'analyse localisée du politique. Lieux de recherche ou recherche de lieux ? », *Politix*, n°7-8, octobre-décembre 1989, p.6-16 et Frédéric Sawicki, « Question de recherche : pour une analyse locale des partis politiques », *Politix*, Vol.n°1, n°2, 1988, p.17.

<sup>4</sup> Sur les rapports à l'Europe des citoyens ordinaires voir Daniel Gaxie, Nicolas Hubé, Marine de Lassalle, Jay Rowell, *L'Europe des Européens*, Economica, 2010, 295 pages.

ce thème dans le parti mais également, en adoptant un regard différent, comment les militants donnent du poids, ou non, à ce thème.

Avant d'aborder ces deux perspectives nous étudierons dans un premier temps les tensions et les clivages au sein des deux partis sur les questions européennes, puis, en adoptant une double approche organisationnelle et militante, nous analyserons les formes de (non) mobilisations sur cet enjeu et les visions de l'Europe des militants CDU et UMP.

## 1. Clivages et tensions sur les questions européennes

La CDU et l'UMP sont selon les mots de la chancelière allemande, « *des partis amis* »<sup>5</sup>. Organisations majeures de la droite européenne, les deux institutions sont *en quelque sorte historiquement et politiquement obligatoirement europhiles*. Pourtant, comme nous l'avons vu en introduction, des tensions existent dans les deux partis quant aux questions liées à l'Europe. Mais ces tensions ne portent pas sur les mêmes objets. En simplifiant le trait, nous pourrions dire qu'au sein de l'UMP les principales lignes de clivages se concentrent sur les supposées atteintes à la souveraineté de la France par l'UE, tandis qu'à la CDU<sup>6</sup> elles portent sur la participation politique et économique de l'Allemagne en Europe, particulièrement dans la situation de crise que traverse celle-ci.

Dans le cas allemand, une contrainte pèse particulièrement sur la CDU : son parti-frère, la CSU<sup>7</sup>. Si le parti régional bavarois n'est pas anti-européen, ses positions sur l'Europe sont plus radicales que celles de la CDU. Opposé à l'entrée de la Turquie en Europe, demandant l'organisation de référendums en cas de d'élargissement ou de transfert de compétences, la CSU se pose comme adversaire d'une « *Europe bureaucratique et centraliste* » selon les mots de l'ancien ministre-président du land, Edmund Stoiber. Lors du vote de septembre 2011 pour approuver le renflouement du fonds européen de stabilité financière, Angela Merkel devra négocier âprement avec les libéraux mais surtout avec la CSU en promettant un renforcement du FESF et un ralentissement des aides futures pour s'assurer de leur vote. Quelques mois plus tard, lorsque l'économiste en chef du FMI soulignera la nécessité pour l'Allemagne d'accepter la création d'Eurobonds, Markus Ferber, le président du groupe CSU au Parlement européen, déclarera que "*chaque pays doit endosser ses dettes tout seul*", qu'il était inacceptable que l'Allemagne paye pour des pays ayant aggravé eux même leurs déficits et que la création des eurobonds conduirait les Etats déficitaires à continuer une « *politique*

---

<sup>5</sup> Voir : <http://tempsreel.nouvelobs.com/election-presidentielle-2012/20120206.OBS0640/angela-merkel-je-soutiens-nicolas-sarkozy-sur-tous-les-plans.html>

<sup>6</sup> Sur la CDU : Udo Zolleis, *Die CDU : das politische Leitbild im Wandel der Zeit*, VS Verlag für zialwissenschaften, Wiesbaden, 2008, 313 pages.

<sup>7</sup> Sur la CSU : Gerhard Hopp, *Die CSU : Strukturwandel, Modernisierung und Herausforderungen einer Volkspartei*, VS, Verl. für Sozialwiss., Wiesbaden, 2010, 590 pages et Alf Mintzel, *Die CSU : Anatomie einer konservativen Partei, 1945 – 1972*, Westdt. Verl., Opladen, 1975, 776 pages

*budgetaire laxiste* »<sup>8</sup>. On comprend, à la vue de ces positions, les tensions que doivent gérer la CDU et la chancelière avec son allié bavarois. Comment expliquer ses oppositions sur les questions européennes ? Il nous semble que des causes structurelles expliquent en partie ces clivages. Ces derniers doivent être appréhendés ici en s'inspirant des travaux classiques de Rokkan et Lipset<sup>9</sup> puisque l'analyse dévoile que les clivages entre la CDU et la CSU ne reposent pas uniquement sur des prises de positions politiques divergentes (ce qui pourrait être considéré comme un usage faible de la notion) mais surtout sur des oppositions sociales et historiques qui structurent et influencent les relations entre les deux partis. La Bavière est à plusieurs égards un Land à part en Allemagne. Du point de vue religieux, économique et politique, les attitudes divergentes face à l'Europe entre la CDU et la CSU sont dans une certaine mesure le résultat des différences observables entre la Bavière et le reste du pays. La Bavière est le second Land, après la Sarre, à compter le plus de catholiques (environ 51% de la population contre 30% à l'échelle nationale). C'est également le Land le plus riche du pays, avec un revenu par ménage de 61 600 euros contre 47 700 pour l'ensemble du pays, en 2008. A titre de comparaison, en Saxe où la CDU est au pouvoir, le revenu ne dépasse pas 30 600 euros par an, soit deux fois moins qu'en Bavière<sup>10</sup>. Il en va de même dans les autres Länder de l'ancienne Allemagne de l'Est, à l'exception de Berlin. Ces différences structurelles donnent au Land de Bavière un statut « à part » en Allemagne, que les dirigeants de la CSU tentent régulièrement de protéger, y compris sur le plan des questions européennes<sup>11</sup>. Enfin, en proposant une comparaison des partis politiques européens, Daniel-Louis Seiler qualifie la CDU de chef de file des partis conservateurs en Europe. Mais la CSU, en matière sociale, économique et européenne semble encore plus conservatrice que la CDU<sup>12</sup>. Du fait de la puissance militante de la CSU (le parti revendique 150 000 membres, soit le troisième effectif partisan du pays), de la puissance économique du Land de Bavière, de son enracinement à la tête du Land (au pouvoir depuis 1958 sans interruption) et des différences structurelles entre les deux partis, on comprend comment la CSU peut participer, au sein du groupe CDU/CSU, à la formation de clivages sur les questions européennes. Ainsi, si la CDU reste clairement un parti pro-européen, il doit systématiquement gérer un parti-frère qui développe des positions sinon anti-européennes, du moins eurosceptiques. L'analyse du fonctionnement de la CDU et

---

<sup>8</sup> <http://www.euractiv.fr/Allemagne-accepter-eurobonds-economiste-chef-fmi-article>

<sup>9</sup> Seymour M. Lipset, Stein Rokkan, *Structures de clivages, systèmes de partis et alignement des électeurs : une introduction*, Editions de l'université de Bruxelles, 2008, 109 pages.

<sup>10</sup> Toutes les statistiques peuvent être consultées sur le site de l'administration fédérale des statistiques :

<https://www.destatis.de/DE/Startseite.html>. Voir également :

[http://www.focus.de/finanzen/banken/geldvermoegen-bayern-sind-die-reichsten-der-osten-holt-auf\\_aid\\_428363.html](http://www.focus.de/finanzen/banken/geldvermoegen-bayern-sind-die-reichsten-der-osten-holt-auf_aid_428363.html)

<sup>11</sup> Citons l'exemple amusant de « l'affaire des bretzels » sur laquelle se sont appuyés de nombreux responsables CSU pour critiquer « l'intrusion » de Bruxelles dans les affaires bavaroises. La commission avait tenté de faire passer une réglementation limitant la quantité de sel dans la pâte à pain des bretzels. Face à la gronde des boulangers bavarois, la commission avait dû renoncer à cette réglementation.

<sup>12</sup> Pour un bilan du programme de la CSU, outre les précédentes références : Andreas Kießling, *Die CSU : Machterhalt und Machterneuerung*, VS Verl. für Sozialwiss, Wiesbaden., 2004 ; 380 pages.

de la CSU montre ainsi que les positions officielles sur les questions européennes sont le produit de luttes et de consensus.

Cette situation n'existe pas chez le voisin français. L'UMP compte également des partis alliés (souvent appelés micro-partis, mais dont l'appellation pose problème car ils s'apparentent moins à des partis politiques, tant du point de vue de leur organisation, de leur fonctionnement et de leurs participation aux échéances électorales, qu'à des organisations intra-partisanes destinées à promouvoir des personnalités de l'UMP). On pourrait citer le Parti Chrétien Démocrate de Christine Boutin ou, jusqu'en 2010, le Mouvement pour la France de Philippe de Villiers qui faisait partie du *Comité de liaison de la majorité présidentielle*. Mais ces organisations n'ont qu'un poids très faible dans le parti car l'UMP a longtemps limité le factionnalisme. Florence Haegel explique ce fait par la personnalisation du pouvoir, le loyalisme et le caractère charismatique de l'autorité<sup>13</sup>. Mais le pluralisme existe bien au sein de l'UMP. Différents clubs et mouvements, qui embrassent parfois des thématiques souverainistes, se sont développés ces dernières années même si leur parole reste assez marginale dans le parti. D'après une étude menée en 2004, seul 7,4% des congressistes se considéraient comme « souverainistes, nationalistes » loin derrière les gaullistes (34,3%) et les libéraux (33,5%)<sup>14</sup>. L'espace d'expression pour les souverainistes est donc assez restreint, au point que le principal chef de file de cette tendance, Nicolas Dupont-Aignan a quitté l'UMP en janvier 2007, puis fondé Debout la République le 31 mars de la même année<sup>15</sup>. En se présentant à l'élection présidentielle de 2012, Dupont-Aignan manifestait ainsi son opposition à l'UE :

*« Je propose plus que la sortie de l'euro. Je propose de quitter l'Union Européenne, dans sa forme actuelle, en utilisant l'article 50 du traité de Lisbonne qui permet à tout Etat membre de s'en retirer volontairement. Ceci afin de créer l'électrochoc salvateur qui permettra de refonder l'Europe sur des bases saines en convoquant une conférence intergouvernementale des chefs d'Etat de neuf pays partageant le même modèle social. »<sup>16</sup>*

Dupont-Aignan souhaitait également un retour au franc, l'instauration d'un protectionnisme européen, une hausse des droits de douane, etc. Si son score aux élections présidentielles sera faible (1,79% des suffrages exprimés) la trajectoire politique de Nicolas Dupont Aignan est révélatrice de la place du mouvement souverainiste à l'UMP, marginalisé depuis plusieurs années. Mais plutôt que d'appréhender cette place marginale des souverainistes uniquement comme le signe d'une volonté pro-européenne de la part de l'élite du parti, il nous semble

---

<sup>13</sup> Florence Haegel, « Le pluralisme à l'UMP. Structure idéologique et compétition interne », p.231, in Florence Haegel, *Partis politiques et systèmes partisan en France*, Presses de science po, 2007, p.228.

<sup>14</sup> *Ibid.*, p.247.

<sup>15</sup> En déclarant : « on ne peut plus s'exprimer » : [http://www.lemonde.fr/societe/article/2007/01/13/nicolas-dupont-aignan-quitte-le-parti\\_855239\\_3224.html](http://www.lemonde.fr/societe/article/2007/01/13/nicolas-dupont-aignan-quitte-le-parti_855239_3224.html)

<sup>16</sup> [http://www.lemonde.fr/election-presidentielle-2012/article/2012/04/10/nicolas-dupont-aignan-je-propose-de-quitter-l-union-europeenne-dans-sa-forme-actuelle\\_1682904\\_1471069.html](http://www.lemonde.fr/election-presidentielle-2012/article/2012/04/10/nicolas-dupont-aignan-je-propose-de-quitter-l-union-europeenne-dans-sa-forme-actuelle_1682904_1471069.html)

qu'elle soit également le résultat d'une certaine indifférence et d'une non-mobilisation de l'UMP sur les questions européennes et donc indirectement sur la question de la souveraineté.

## **2. Les (non) mobilisations sur les questions européennes à l'UMP et à la CDU**

La question de la mobilisation sur les questions européennes permet d'étudier dans quelles mesures les deux partis investissent cette thématique. En considérant que les partis politiques sont des espaces de mobilisation (ou d'opportunités de mobilisation sur des enjeux), force est de constater que les dirigeants de l'UMP délaissent ces opportunités de mobilisation.

Les questions européennes sont ainsi rarement mises en avant au sein du parti. L'UMP compte par exemple 41 secrétaires nationaux « thématiques ». Aucun d'entre eux n'est chargé des questions européennes<sup>17</sup>. Dans la période pré-électorale des élections présidentielles, l'UMP a organisé différentes conventions sur le thème de la sécurité, de l'éducation, sur le projet du PS, sur « la France silencieuse », sur la justice sociale etc. Les questions européennes n'ont pas eu droit à leur propre convention. Elles ont été traitées en une section durant la convention nommée « le rendez-vous de l'ambition ». Plusieurs objectifs y sont alors affirmés pour promouvoir l'Europe. Citons le renforcement des mécanismes de régulation de la concurrence par l'instauration d'une taxe de réciprocité, le renforcement du couple franco-allemand qui aurait « *vocation à avoir un effet d'entraînement là où l'Europe à 27 ne souhaite pas ou n'a pas la capacité de s'engager* », un meilleur contrôle des frontières de l'espace Schengen ou encore l'opposition à l'entrée de la Turquie en Europe<sup>18</sup>. Mais cette prise de position publique, durant cette convention, reste un moment rare, car l'UMP n'organisera plus de meetings, de dossiers ou de débats consacrés uniquement à ce thème. Et il convient de préciser que la période des élections présidentielles est une parenthèse où l'UMP se met véritablement en ordre de marche et propose des rencontres thématiques. Autrement dit, si les questions européennes n'apparaissent pas durant la campagne, elles ont encore moins de chances d'émerger durant les périodes calmes. Les thèmes que l'UMP met le plus en avant restent donc la sécurité, l'immigration, le chômage par le biais de la question de l'assistanat et, dans une moindre mesure, les questions fiscales<sup>19</sup>.

Si l'UMP ne peut pas être qualifié d'opposant à l'Europe il peut donc être considéré comme relativement indifférent à son égard en ce qui concerne la publicisation et la mobilisation autour de ce thème. Une analyse plus poussée des conséquences de la victoire du « non » lors

---

<sup>17</sup> Alors qu'il existe des thématiques comme la « petite enfance », « Biotechnologies, nanotechnologies et éthique » ou encore « Animation des débats et communautés numériques ». La liste complète est visible sur le site de l'UMP : <http://www.u-m-p.org/notre-parti/organisation/les-instances-nationales>

<sup>18</sup> Les propositions peuvent être lues sur le document suivant : [http://statique.lemouvementpopulaire.fr/projet-2012/dossier/convention\\_ambition.pdf](http://statique.lemouvementpopulaire.fr/projet-2012/dossier/convention_ambition.pdf)

<sup>19</sup> Ces thèmes rejoignent ceux que pointent Daniel Gaxie dans son ouvrage sur la démocratie représentative : Daniel Gaxie, *La démocratie représentative*, Montchrestien, 2003, p.123.

du référendum de 2005, permettrait sûrement de pointer des explications à cette non-mobilisation. Plus encore, on peut se demander dans quelle mesure l'absence de volonté par les dirigeants de placer les questions européennes au cœur de la mobilisation partisane influence les points de vue sur l'Europe des membres de l'UMP. Nous verrons au fil des pages suivantes que cette non-mobilisation a une influence ambivalente sur les militants.

Contrairement à la situation observable à l'UMP, la CDU développe un investissement plus marqué sur les questions européennes. Mais cette mobilisation doit être relativisée et il faut opérer une distinction entre la mobilisation au niveau fédéral qui est importante et les mobilisations au niveau local qui sont rares. Il convient de préciser ici quelques éléments de comparaison entre les deux partis pour mieux comprendre la structuration totalement différente des deux institutions. Si la CDU perd des militants depuis le début des années 1990 où elle comptait 800 000 adhérents, le parti revendique encore environ 500 000 membres<sup>20</sup>. A titre de comparaison l'UMP revendiquait 260 000 membres<sup>21</sup>. Plus encore que ce nombre c'est la mobilisation de ces adhérents, par l'organisation des partis, qui doit être comparée. L'UMP est un parti dont les organisations locales sont peu développées. Le comité départemental est souvent la seule antenne du parti à l'échelon local. De nombreuses permanences existent mais elles n'organisent quasiment jamais d'activités militantes. De ce fait, les mobilisations de l'équipe dirigeante nationale sur les questions européennes, de toutes façons rares, ne trouve quasiment aucun écho au niveau local à l'UMP.

A l'opposé du cas français, la CDU s'appuie sur une organisation décentralisée, extrêmement active à tous les niveaux de l'institution. La CDU compte environ 11 500 cercles d'arrondissement, de commune et de ville. Dans les villes, les cercles, souvent divisés par quartiers, proposent chaque mois de nombreuses rencontres, débats et manifestations. Mais l'étude des agendas de la CDU à un niveau national et local<sup>22</sup> fait émerger un paradoxe. La CDU nationale investit les questions européennes très régulièrement et propose sur son site de nombreux dossiers et documents classés en cinq catégories : communiqués de presse, articles, décisions, informations de fond, discours et interviews<sup>23</sup>. A l'inverse la CDU propose peu d'opportunités de mobilisation au niveau local. L'analyse des agendas de deux cercles à Stuttgart et Berlin montre ainsi qu'au cours des six derniers mois, seulement deux réunions au total ont été consacrées aux questions européennes alors qu'à titre d'exemple, le cercle berlinois organise en moyenne 19 événements par mois. On constate donc que la CDU dévoile un double visage quant aux opportunités de participation qu'elle propose à ses adhérents sur les questions européennes : mise en avant de cette thématique à l'échelon

---

<sup>20</sup> <http://www.kas.de/wf/de/33.12166/>

<sup>21</sup> Mais ces chiffres doivent être appréhendés avec beaucoup de précaution car ces chiffres sont, d'une part, l'objet d'enjeux politiques et symboliques importants entre les partis et, d'autre part, parce qu'ils sont impossible à vérifier. [http://www.lemonde.fr/politique/article/2011/06/22/la-hausse-en-trompe-l-il-du-nombre-de-militants-ump\\_1539379\\_823448.html](http://www.lemonde.fr/politique/article/2011/06/22/la-hausse-en-trompe-l-il-du-nombre-de-militants-ump_1539379_823448.html)

<sup>22</sup> Dans deux cercles très actifs, à Berlin et à Stuttgart.

<sup>23</sup> Le site internet de l'UMP ne propose pas de dossier consacré à l'Europe. Pour le site de la CDU voir le lien suivant : <http://www.cdu.de/politikaz/europa.php>

fédéral (à l'opposé de l'UMP) mais faible mobilisation au niveau local. Les militants des deux partis n'ont donc que rarement accès à ces questions du fait de l'absence de mobilisation autour de ces questions dans les instances locales<sup>24</sup>.

Cette faible mobilisation est particulièrement visible lors des élections européennes. En se concentrant sur le cas français<sup>25</sup> on comprend mieux en quoi la faible mobilisation partisane lors des élections européennes stimule la relative indifférence du parti à l'égard des enjeux européens (et inversement). Lors de la campagne de 2009 que nous avons suivie à Paris, la mobilisation de l'UMP était quasi-inexistante. Surtout, la campagne UMP reposait souvent sur la mise en avant du chef de l'Etat. C'est une différence entre l'UMP et la CDU : dans le parti français, l'élection européenne est devenue autant (sinon moins) un enjeu européen qu'une occasion de réaffirmer l'action de Nicolas Sarkozy dans la perspective de futures élections, considérées implicitement comme plus importantes. Le tract suivant de l'UMP illustre bien cette stratégie :

The image shows a political tract for the 2009 European elections. At the top right, it says 'ÉLECTIONS EUROPÉENNES · 7 JUIN 2009' with a row of stars below it. In the center is a portrait of Nicolas Sarkozy smiling. To the left of the portrait, the text reads: 'Le 7 juin, après le succès de la Présidence française de l'Union européenne, avec Nicolas Sarkozy et la Majorité Présidentielle, continuons à changer l'Europe !'. To the right of the portrait, the slogan reads: '“QUAND L'EUROPE VEUT, L'EUROPE PEUT”'. At the bottom left, there is a call to action: 'Réagissez sur ump2009.eu' with the UMP logo (LE MOUVEMENT POPULAIRE) and logos for PPE, Le Nouveau Centre, and UDR. At the bottom right, the slogan 'Le 7 juin, votez !' is written in large, bold letters.

<sup>24</sup> Situation qui découle elle-même des décisions de l'organisation centrale puisque dans les deux partis, à un degré cependant plus marqué à l'UMP, les instances locales obéissent aux grandes tendances décidées par les dirigeants nationaux.

<sup>25</sup> Principalement car les matériaux empiriques dont nous disposons datant de 2009, concernent l'UMP.

Mais en donnant à sa campagne une dimension nationale, l'UMP a eu tendance à négliger les mobilisations locales pour les candidats aux postes de députés européens<sup>26</sup>. Un dirigeant PS de l'arrondissement où nous menions l'enquête déclarait ainsi :

*« L'UMP on ne sait pas où ils sont sur cette campagne. Ils ne tractent même pas, on ne les voit jamais, ni sur les marchés, ni à la sortie du métro, nulle part. Ils ne sont déjà pas très actifs d'ordinaire, mais là ils sont justes invisibles. Ils ne font rien. Bon tant mieux pour nous hein mais je pense qu'ils n'en ont rien à foutre en fait! (rires) ».*

Si les mobilisations organisées par le parti sont rares durant les européennes, les militants accordent également une importance limitée à cette élection. Comme le souligne un militant UMP, commerçant, engagé depuis 2005, rencontré à la permanence d'un conseiller régional de Paris trois ans plus tard, les élections européennes sont reléguées au second plan par les militants :

- *Les européennes ça n'a pas bougé comme les présidentielles forcément ou les législatives, ou même les régionales. Honnêtement on n'y est pas trop allé. C'est pas que c'est pas important mais y'a pas eu l'engouement on va dire.*
- *Vous vous avez participé ?*
- *Honnêtement très peu. Je venais pas souvent, y'avait peu de monde au parti, non j'ai dû distribuer une fois les tracts, mais c'est tout. Là je suis plus présent, c'est le grand moment là (les élections présidentielles).*

On constate bien que l'absence de mobilisation organisée par le parti a des conséquences sur les visions et l'engagement des militants durant les élections européennes. Tout se passe comme si ces échéances électorales étaient considérées comme des événements de second rang dans la vie du parti, ce qui semble confirmer l'idée que les questions européennes sont appréhendées de manière distante et peu investie par les militants. On peut y voir le signe d'un sentiment d'indifférence développé par les militants et favorisé par l'absence d'encadrement militant.

### **3. Les attitudes des militants de la CDU et de l'UMP face à l'Europe: entre sentiment pro-européen et indifférence généralisée**

En considérant les partis politiques comme des espaces de relations sociales qui participent aux processus de politisation des individus<sup>27</sup>, il convient de comprendre comment

---

<sup>26</sup> Sans conséquences négatives sur le résultat final puisque l'UMP arrivera en tête avec 27,8% des suffrages. Rappelons que la participation dépassera péniblement les 40 %.

<sup>27</sup> Michel Offerlé, *Les partis politiques*, PUF, Paris, 1987, p.13-14 et Jacques Lagroye, « Le processus de politisation » in « Jacques Lagroye, dir, *la politisation*, Paris, Belin, 2003, p.359-372

la faible mobilisation sur les questions européennes influence les visions de l'Europe des adhérents. Cette faible mobilisation au sein de l'UMP s'explique par des mécanismes institutionnels mais également par l'histoire, puisque le parti n'a jamais développé de culture militante comme le Parti Communiste ou le Parti Socialiste. L'UMP n'est pas ce que l'on pourrait appeler un parti de militants. Florence Haegel propose l'appellation "parti de supporters"<sup>28</sup> et il semble vrai que les membres de l'UMP ne trouvent un rôle actif que durant les périodes électorales majeures (les présidentielles surtout, les législatives dans une moindre mesure, quasiment aucune mobilisation pour les européennes). L'absence de mécanismes de participation institutionnalisés tel que les primaires ou les motions réduit l'influence des adhérents sur les orientations de l'UMP et donc leur contribution au fonctionnement de l'institution<sup>29</sup>. Elle réduit également les occasions de s'exprimer, dans un cadre partisan, sur les questions européennes. A l'inverse, dans le cas de la CDU, l'organisation fréquente d'espaces de participation permet aux militants de prendre la parole plus régulièrement<sup>30</sup>. Par la structuration de l'institution et les activités militantes proposées, la CDU se rapproche plus, du point des mobilisations militantes, du PS que de l'UMP. Cette place des militants dans les deux partis a des conséquences sur leurs appréhensions des sujets politiques. En considérant les partis politiques comme des espaces d'apprentissage, de socialisation et de formation, nous verrons que les rapports à l'Europe des militants de la CDU, s'ils ne s'expriment qu'exceptionnellement en public, prennent une tournure plus militante qu'à l'UMP où ces discours restent conditionnés aux informations que les adhérents UMP doivent trouver en dehors du parti.

Preuve que l'UMP ne met que très rarement les questions européennes en avant, durant quatorze mois d'observations dans une permanence parisienne, ce thème n'émergera que trois fois :

- Une première fois durant une discussion entre militants<sup>31</sup> lorsqu'une femme âgée pointerait « *la nécessité absolue de fermer les frontières de l'Europe* ».
- Une seconde fois, sur la place de la France en Europe, « *seul pays à pouvoir tenir tête à Madame Merkel* » selon un militant, « *alors que Hollande se ferait manger par Merkel* » selon un autre.

---

<sup>28</sup> Sur les mobilisations partisans en France et en Allemagne, Sophie Burkhardt et Florence Haegel, « la mobilisation partisane », in Claire Demesmay et Manuela Glaab, dir, *L'avenir des partis politiques en France et en Allemagne*, Septentrion, 2009, p.137-153.

<sup>29</sup> A l'inverse du PS où s'est développé, selon les mots de Rémi Lefebvre un « impératif délibératif ». Voir, entre autres de cet auteur : Rémi Lefebvre et Antoine Roger « Les partis politiques sont-ils solubles dans la démocratie délibérative ? », in Rémi Lefebvre et Antoine Roger, dir, *Les partis politiques à l'épreuve des procédures délibératives*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2009, p.26-33.

<sup>30</sup> L'analyse des agendas montrent que les nombreuses réunions/débats/rencontres permettent aux militants de venir s'exprimer sur de nombreux thèmes.

<sup>31</sup> Principalement des femmes retraitées, assez âgées.

- Une troisième fois dans la bouche d'un militant qui déclarait à la sortie d'un meeting de Nicolas Sarkozy: « *tous ces immigrés il faut les renvoyer. Il faut appliquer la proposition de Nicolas Sarkozy et durcir les frontières aux portes de l'Europe* ».

Ces déclarations, recueillies lors d'observations, restent des exceptions car les militants de l'UMP s'expriment majoritairement sur d'autres sujets qui recourent ceux dont parlent principalement les dirigeants et que nous avons précédemment listés. La situation est assez similaire en Allemagne. Au cours des douze observations menées durant des réunions et permanences à Berlin, les questions européennes ne seront jamais abordées. Cette thématique reste très donc largement délaissée lors des réunions publiques par les membres puisque les deux partis ne développent pas d'activités militantes consacrées à ce thème. C'est seulement en les interrogeant sur ces questions durant les entretiens que l'on peut mieux saisir leurs visions de l'Europe<sup>32</sup>. L'extrait suivant, réalisé avec un militant de 48 ans, cadre supérieur d'une compagnie d'assurance à Paris et engagé à l'UMP depuis six ans, reflète bien les discours des membres de l'UMP sur les questions européennes :

- *Quels sujets retiennent le plus votre attention dans votre engagement à l'UMP ?*
- *Ho... (réflexion), assez clairement je dirais les questions économiques oui... Surtout la question des entreprises en fait. La compétitivité des entreprises, leur bonne santé financière vous voyez ?*
- *Oui oui.*
- *Et puis... disons que c'est lié, mais les questions fiscales sont pour moi extrêmement importantes car... en fait tout est lié, les impôts sur les entreprises, soutenir les PME vous voyez ?*
- *Bien sûr. (s'en suivent plusieurs minutes sur les questions fiscales). Et les questions liées à l'Europe ?*
- *Ha oui c'est important... oui cela m'intéresse, il faut une Europe forte pour affronter cette crise, des dirigeants forts aussi. Protéger notre économie de la récession qui ne pardonnerait pas pour de nombreuses PME... Les PME c'est le poumon économique de France vous savez... (Il parle pendant plusieurs minutes des PME et des grandes entreprises françaises). Quelle était votre question déjà ?*
- *Hum les questions européennes.*
- *Ha oui, c'est important, c'est sûr...*

Cet extrait est révélateur des discours sur l'Europe de nombreux militants UMP. Si quasiment tous les militants interrogés sur leurs visions de l'Europe (seize au total) déclarent trouver les questions européennes « *importantes* » et « *centrales* », ils se détournent généralement assez rapidement de ce thème en revenant à des sujets dont ils sont plus familiers (entreprises, sécurité, immigration, PS, etc.). Sur les questions européennes, ils sont également nombreux à déclarer : « *ce ne sont pas les questions qui m'intéressent le plus* ». Pour expliquer cette forme

---

<sup>32</sup> Au risque de créer des artefacts puisque ces questions n'émergent pas d'elles-mêmes auprès des militants.

d'indifférence, différents arguments sont mis en avant par les militants: complexité du fonctionnement de l'UE, faible visibilité des élus, absence de figures reconnues (à part Nicolas Sarkozy) qui s'expriment sur ces questions. Mis à part Rachida Dati, une majorité de militants interrogés ne connaît aucun autre député européen UMP<sup>33</sup>.

A la CDU, les militants expriment des idées sur l'Europe proches de celles développées à l'UMP puisqu'on observe une affirmation de l'importance de la construction européenne mais une place secondaire de l'Europe dans la hiérarchie des thèmes abordés<sup>34</sup>. Comme à l'UMP, les militants de la CDU esquivent largement ces questions pour se recentrer sur des problématiques plus nationales. Et il faut quasiment toujours (re)poser la question des points de vue sur l'Europe pour avoir des réponses plus étayées. Mais lorsque les militants UMP, même après une relance de l'enquêteur, dévient assez rapidement des questions européennes, ceux de la CDU proposent des points de vue plus longs en recentrant leurs discours sur l'action de la CDU en matière de politique européenne. Ainsi, là où les membres de l'UMP n'ont pas développé de « savoir-faire » militant basé sur des techniques de prise de parole, de défense et de représentation de l'institution<sup>35</sup>, les membres de la CDU, plus habitués aux mobilisations partisans et à l'action collective adoptent une posture militante en défendant la politique européenne de l'institution, comme en témoignent les propos d'un militant Berlinoise de 69 ans (ancien professeur de religion dans un lycée de Charlottenburg, un des quartiers les plus riches de la ville):

*« La CDU est depuis toujours européenne. Vous l'avez peut être découvert assez tard en France avec Mitterand et Helmut Kohl mais ici, l'Europe c'est important. C'est même... une obligation morale pour nous les allemands d'être européens, et ça, Madame Merkel l'a bien compris. Ce qu'elle a fait à la tête de l'Europe ces dernières années, c'est extraordinaire. Sans elle, où serait l'Europe aujourd'hui ? Existerait-elle encore ? Le plan de sauvetage de la Grèce c'est elle, les négociations avec les banques c'est elle. Si la SPD gagne les élections de 2013, ils laisseront s'envoler les déficits en proposant une politique inflationniste. Je doute qu'ils parviennent à maintenir une Europe forte dans cette crise historique, comme l'aura fait Madame Merkel. »*

Si l'importance de l'Europe est systématiquement soulignée, c'est surtout le rôle et l'action du parti et de ses dirigeants qui sont défendus. Finalement plus qu'une réflexion sur les institutions européennes, les militants de la CDU proposent plutôt des arguments pour

---

<sup>33</sup> Une militante cite Constance le Grip, députée européenne d'Ile-de-France. Certains citent également Brice Hortefeux, tandis que d'autres sont surpris lorsqu'on leur rappelle que l'ancien ministre de l'intérieur est député européen.

<sup>34</sup> Les militants CDU développent également, en plus des thèmes déjà cités, des discours sur l'économie sociale de marché. Pour avoir une idée des thèmes auxquels les militants accordent le plus d'importance : [http://www.kas.de/wf/doc/kas\\_12166-544-1-30.pdf?080728163103](http://www.kas.de/wf/doc/kas_12166-544-1-30.pdf?080728163103)

<sup>35</sup> Parce que contrairement au PS, par exemple, l'UMP ne propose pas d'ateliers de formation à l'histoire du parti ou au débat.

défendre la politique européenne de leur parti. Preuve que les enjeux partisans peuvent occulter les enjeux européens, la question des liens avec la CSU revient régulièrement au cours des entretiens. L'extrait suivant, réalisé avec un militant de 51 ans engagé depuis 19 ans, commerçant en banlieue berlinoise, montre bien le décalage politique entre la CSU et la CDU, la place des questions européennes chez les militants et les formes de doutes que peuvent connaître les adhérents :

- *Après pour l'Europe il faut aussi compter avec la CSU... Ha la CSU c'est particulier. Très particulier... La Bavière c'est... autre chose... Vous y êtes déjà allé ?*
- *Enquêteur : Oui à Munich une fois.*
- *Vous avez vu, c'est différent d'ici hein ?*
- *Enquêteur : Oui c'est sûr, que pensez-vous de leurs...*
- *Oui... D'un côté je comprends leur positions contre... non pas contre... sur l'Europe. Ils voient parfois l'Europe comme un danger, comme un risque. L'Allemagne fait beaucoup de sacrifices pour renflouer les pays en difficulté, ils voient ça comme une menace pour notre économie... Surtout si ces pays ne font pas le nécessaire en adoptant certaines réformes...*
- *Enquêteur : Vous comprenez ce point de vue ?*
- *Heu oui, chez nous aussi (à la CDU) on se pose la question de savoir... comment dire... jusqu'à où doit aller l'aide aux pays en difficulté. Oui je comprends leur point de vue, je ne le partage pas entièrement, mais ils posent des conditions que nous sommes obligés de prendre en compte et qu'il est bien d'entendre. Oui.*
- *Enquêteur : Et vous discutez souvent de ces questions entre militants ?*
- *Souvent non... quand c'est dans l'actualité<sup>36</sup> on peut dire.*

On voit bien que les positions eurosceptiques de la CSU pèsent sur les appréhensions des questions européennes des militants de la CDU. Ces prises de positions obligent en quelque sorte les militants CDU à se positionner face à des opinions qui ne sont pas celles de l'institution mais que cette dernière doit systématiquement prendre en compte du fait des relations très étroites entre les deux organisations. C'est une situation inédite que n'a pas à gérer l'UMP.

Finalement, on constate ainsi que les militants de la CDU et de l'UMP développent un rapport ambivalent aux questions européennes, mélange, d'une part, de sentiment pro-européen

---

<sup>36</sup> Contrairement aux militants de l'UMP, ceux de la CDU peuvent utiliser les ressources proposées par leur parti pour compléter leurs connaissances d'un sujet (réunions d'informations, journaux du parti etc.). A l'inverse, à l'UMP, la lecture de la presse (principalement le Figaro, Le Parisien, Le Monde et parfois Marianne) représente pour la majorité des militants le seul moyen d'information à disposition. Il est d'ailleurs courant d'observer des militants âgés venir aux permanences avec des extraits de journaux découpés afin de demander des explications aux élus.

stimulé par les positions officielles des institutions et, d'autre part, d'indifférence causée par l'absence de mobilisation partisane dans les deux organisations.

## **Conclusion**

Nous avons donc voulu montrer comment l'UMP et la CDU sont traversées par un double mouvement ambivalent : affirmation du caractère pro-européen des deux partis et indifférence, plus marquée à l'UMP qu'à la CDU, à l'égard des questions européennes. Nous avons également souligné que les deux organisations sont des espaces de luttes où les conflits sur la politique européenne pouvaient illustrer des clivages politiques et sociaux. Face aux dissensions internes les deux institutions ont adopté des approches différentes : l'éviction d'une partie du courant souverainiste à l'UMP, la négociation et le consensus face à la CSU dans le cas de la CDU. Une autre différence réside dans le degré d'exposition des enjeux européens proposé par les deux institutions. Si la CDU publicise clairement les questions européennes, l'UMP reste généralement très discrète sur ce thème, ne produisant que très peu d'opportunités de mobilisation sur ces enjeux, y compris lors des élections européennes, où l'on observe une non-mobilisation. Enfin, dans les deux partis, l'absence d'action collective au niveau local sur ces questions contribue à construire un rapport distant et indifférent à l'égard de l'Europe. Il convient cependant de ne pas croire que l'indifférence manifestée durant les entretiens et les observations est synonyme d'oppositions à l'Europe. Rarement débattues, peu discutées, faiblement mises en avant par les militants et les institutions au niveau local, les questions européennes sont généralement délaissées par les militants CDU et UMP mais ne font pas émerger de positions contestataires dans les deux partis<sup>37</sup>. En cela les deux partis contribuent au développement d'une culture de l'indifférence à l'égard des questions européennes. Si les deux organisations parviennent, par les processus de socialisation politique qui s'y opèrent, à imposer d'autres thèmes qui deviennent «*majeurs* » pour les militants, aucun des deux partis ne semble avoir pour l'instant décidé de rendre les questions européennes «*incontournables* ».

---

<sup>37</sup> Les analyses proposées au cours des pages précédentes mériteraient d'être complétée, en particulier par les apports de l'histoire afin de comprendre comment se sont construits ces rapports à l'Europe.